

DS
Chapitre 7 : Comment lutter contre le chômage ?

Épreuve terminale

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

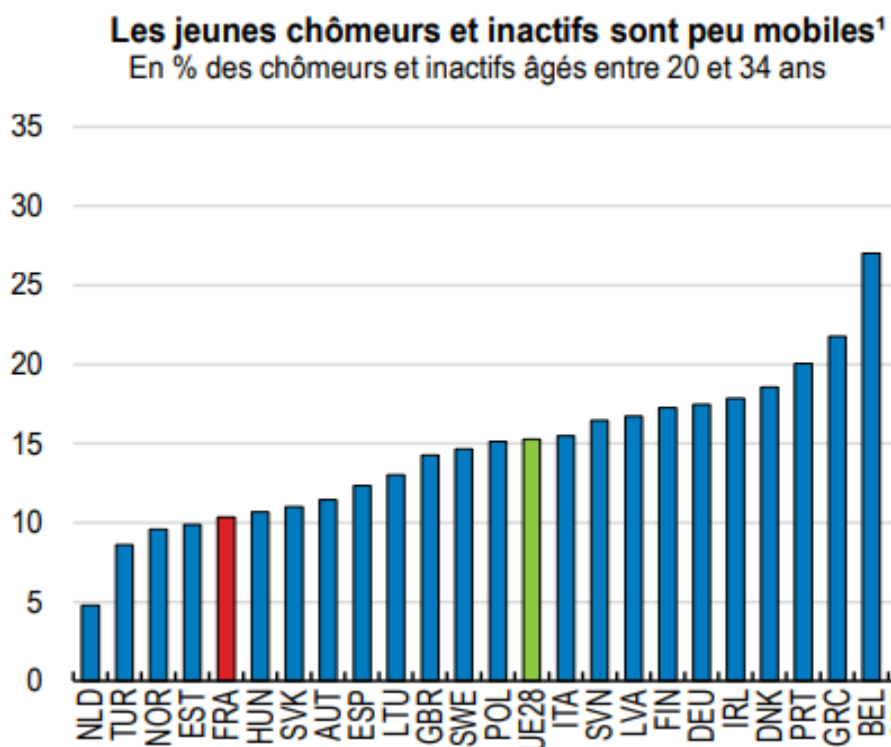
- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Ce sujet comporte trois documents

Sujet : Les politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale sont-elles suffisantes pour lutter contre le chômage ?

Document 1 :



1. Part des 20 à 34 ans qui a déménagé ou serait disposé à déménager pour un travail à l'intérieur de son pays

Source : Eurostat

Document 2 :

Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2018

en %

| | Sortie de formation initiale depuis | | | Ensemble |
|---------------------------|-------------------------------------|-------------|----------------|------------|
| | 1 à 4 ans | 5 à 10 ans | 11 ans ou plus | |
| Sans diplôme, CEP, brevet | 43,5 | 36,5 | 13,0 | 16,2 |
| Bac, CAP, BEP | 22,7 | 14,7 | 7,4 | 9,7 |
| Bac + 2 ou plus | 9,4 | 5,5 | 4,3 | 5,4 |
| Ensemble | 17,1 | 11,8 | 7,3 | 9,1 |

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : INSEE, enquête Emploi

Document 3 :

« Il s'agit de mettre en place des politiques ciblées sur les non-qualifiés allant d'une réforme du système éducatif français à celui de la formation professionnelle. À la composante keynésienne due à cette insuffisance de la demande vient se greffer une composante structurelle : le chômage de masse en France se concentre avant tout sur les non-qualifiés. Pour impulser l'emploi des non-qualifiés, les gouvernements successifs mènent depuis 1993 une politique d'allègement du coût du travail sur les bas salaires. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)¹ et le pacte de responsabilité s'inscrivent dans cette stratégie, qui, au total, représentera près de 50 milliards d'euros en 2017. Cette politique repose sur la thèse selon laquelle le coût du travail, déterminé par le niveau du SMIC et des cotisations sociales, pèserait sur la demande de travail des non-qualifiés. (...).

Il convient de s'attaquer à l'autre versant du problème, à savoir la faible productivité de ces citoyens. Cela passe par une réforme en profondeur du système éducatif français – et ce dès les petites classes et l'école primaire pour limiter le nombre de jeunes « décrocheurs » sans diplôme –, de la formation professionnelle – de manière à rendre plus facile la mobilité des actifs d'un secteur à un autre – et de l'apprentissage – afin d'améliorer l'appariement entre les besoins des entreprises et la formation des jeunes. »

Source : D'après Eric Heyer, « *Controverses – Du chômage au plein-emploi : quelles solutions en France ?* », La nouvelle revue du travail, 2016.

¹**Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) :** Le CICE est un avantage fiscal octroyé aux entreprises employant des salariés.

²**Pacte de responsabilité :** Ce pacte consiste en 41 milliards d'euros d'aides (réduction des impôts et cotisations sociales, mesures de simplification administrative), accordés aux entreprises en vue de les inciter à embaucher et investir. Le coût du travail, déjà réduit par le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE), doit à nouveau être allégé par la baisse des cotisations patronales (à hauteur de 11 milliards d'euros).